

LETTRE D'INFORMATIONS SOLIDAIRES-JUSTICE

février – mars 2015

Justice

- **La justice en plein burn-out !**

Baisse des effectifs, charge de travail accrue, désorganisation des services, humiliations, abus de pouvoir et harcèlement moral : après les agents, [les magistrats craquent !](#)

- **Protection Judiciaire de la jeunesse : poursuivre la casse éducative !**

Dans un rapport d'information, intitulé « *protection judiciaire de la jeunesse : poursuivre la modernisation* », la commission des finances du Sénat, reprenant à son compte les préconisations assassines et anti-sociales de la cour des comptes, milite pour le démantèlement programmé à terme de la PJJ :

[lire le rapport d'information n° 217 \(2014-2015\) de M. Antoine LEFÈVRE, fait au nom de la commission des finances, déposé le 14 janvier 2015.](#)

- **Droits à congés : nouvelles atteintes aux droits des agents de l'AP**

Après s'être attaqué en 2014, en tout irrégularité, aux jours de RTT des agents des services pénitentiaires, l'administration s'en prend maintenant aux congés compensateurs (COSP), toujours dans l'irrespect de plus total des droits de ses agents et en contradiction avec les textes édictés par le ministère de la fonction publique ! [Alors, bête ou méchante ?](#)

- **Surpopulation carcérale**

Alors que le Conseil de l'Europe pointe du doigt la surpopulation carcérale en France (voir [la carte](#) et lire l'article [des Echos](#)), la ministre « découvre » la situation [du centre pénitentiaire de Ducos, en Martinique](#).

- **Prison : les carences de l'administration pénitentiaire devant la justice**

Que ce soit devant la justice européenne, où [la France est condamnée pour manque de soins apportés à un détenu](#), ou à l'occasion du procès [de détenus, poussés à la mutinerie par les conditions de détention dont ils font l'objet](#), l'administration pénitentiaire et l'état des prisons en France posent plus que jamais question.

- **Lutte contre le terrorisme :**

A l'heure où, sous la pression du 1^{er} ministre-de-l'intérieur, le ministère de la justice se lance, dans la précipitation et l'improvisation la plus totale, dans une « lutte contre la

radicalisation violente en prison » (sans doute « la radicalisation pacifiste » pose moins de problème...) il nous semble, au contraire, que la mesure et la pondération doivent guider les réflexions sur la situation de notre pays et ces phénomènes qui vont bien au-delà des murs des prisons.

Pour l'anecdote, en cette période de « crise » ou « l'austérité » fait loi pour l'éducation de nos enfants, la santé de nos familles et les services publics en général, l'État est capable de débloquer – pour le seul ministère de la justice - 180 millions d'euros afin mener cette soit-disante « guerre » contre « l'islamisme radicale » et le terrorisme. Encore une fois, nos élites politiques agissent à courte vue, selon le seul calendrier qui les préoccupe : le calendrier électoral. Une politique à la petite semaine qui ne tente que de s'attaquer aux conséquences, sans jamais se soucier de lutter contre les causes des maux de notre société.

Pour éclairer le débat et prendre un minimum de recul, nous vous proposons la lecture de ces deux textes qui complètent ceux déjà signalés dans notre dernier message ([ici](#) et [ici](#)) :

L'abus de sécurité tue la sécurité

« Lorsque l'Etat répond à la violence par la violence, à la force par la force, il ne fait qu'alimenter les ressorts du terrorisme, et plus généralement de la délinquance » ; Sarah Dindo – OIP

A lire sur [Mediapart](#) (accès libre).

A la démesure, répondre comme un Etat de droit

« Nous allons combattre la terreur par plus de démocratie, plus d'ouverture, plus de tolérance. » ; Sarah Dindo - OIP

A lire sur [l'Humanité](#).

Fonction Publique

• Rapport annuel sur l'état de la fonction publique 2014

Le rapport annuel sur l'état de la fonction publique comprend deux parties. Le titre 1, « Politiques et pratiques de ressources humaines » met en évidence les trois axes structurants de la politique des ressources humaines 2013-2014, à savoir la modernisation de la gestion des ressources humaines, la valorisation et la diversification des parcours professionnels, enfin les actions de lutte contre la précarité et de promotion de l'égalité hommes/femmes. Le titre 2 du rapport, « Faits et chiffres », propose un bilan social de la fonction publique, combinant des vues sur l'ensemble de la fonction publique, un dossier d'analyse (les risques psychosociaux dans la fonction publique), et des fiches thématiques détaillées. L'harmonisation progressive des données statistiques sur les trois versants de la fonction publique (Etat, territoriale et hospitalière) permet d'offrir des analyses de référence sur l'emploi, les recrutements, les départs à la retraite et les rémunérations comparables autant que possible sur l'ensemble de la fonction publique et par versant.

[Lire le rapport](#)

- **Un guide pratique pour prévenir les troubles musculo-squelettiques (TMS) dans la Fonction publique**

Le ministère de la Fonction publique a publié, le 3 février, un [guide méthodologique](#) sur la prévention des TMS. Les troubles musculo-squelettiques (TMS) constituent la première cause de maladie professionnelle reconnue. Ils sont définis comme « un ensemble d'affections péri-articulaires qui peuvent affecter diverses structures des membres supérieurs, inférieurs et du dos : tendons, muscles, articulations, nerfs et système vasculaire ».

Les causes d'apparition de TMS sont diverses et souvent multiples.

Ce guide méthodologique, établi sur la base d'un recueil de pratiques, vise à accompagner les employeurs publics dans la mise en place d'un dispositif de prévention des troubles musculo-squelettiques efficace et durable.

Il offre un panel d'outils que les administrations peuvent utiliser. Le document comprend deux parties : la première décrit la procédure à mettre en place pour garantir une démarche de prévention efficace des TMS ; la seconde est un recueil de fiches pratiques.

- **Travail et handicap dans la Fonction Publique : En finir avec l'austérité – changeons la donne !**

Le FIPHFP (Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique) a été institué sur le modèle de l'AGEFIPH du secteur privé, dans l'objectif d'améliorer la prise en charge du handicap par les employeurs de toute la fonction publique.

[« 10 ans après la loi de 2005 à l'origine du FIPHFP »](#) - Contribution syndicale.

- **Projet d'accord sur la « qualité de vie au travail »**

Solidaires ne signe pas l'accord cadre relatif à la « Qualité de Vie au Travail » (dit QVT). Lire la position de l'union Solidaires Fonction Publique dans [la lettre adressée le 13 février 2015 à la Ministre de la Fonction publique](#) sur l'accord cadre *Qualité de vie au travail* (QVT) qui a été soumis à signature le 16 janvier dernier. Cette position a été prise à l'unanimité des organisations syndicales, y compris Solidaires-Justice, qui ont participé à la Commission nationale Fonction publique de Solidaires le 12 février. Chaque organisation a engagé un débat en interne et chacune d'entre elles a exprimé son vote motivé. Cette position unanime, illustre le degré de mécontentement des organisations syndicales Solidaires de la fonction publique qui considèrent, à juste titre, que la politique menée envers les agents, et tout particulièrement celle qui influe directement sur la dégradation des conditions de travail, ne saurait être résolue par un texte qui ne comporte aucune avancées significatives sur les principales revendications exprimées à maintes reprises.

Social

- **Dialogue social**

[L'Union Syndicale Solidaires interpelle le ministre du chômage travail !](#)

• Répression syndicale

Yann Le Merrer, secrétaire départemental adjoint de SUD Activités Postales 92, s'est vu notifier sa révocation de la fonction publique. C'est une première pour un militant syndical depuis 1951.

[Que lui reproche-t-on ?](#) Son activité syndicale !

[Yann doit être réintégré !!](#)

[Signer la pétition](#)

• Egalité Femme / Homme

Bulletin édité par la commission femmes de Solidaires à destination de toutes celles et tous ceux qui luttent pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

[Bulletin Solidaires & Egales n°12 – janvier 2015](#)

• L'austérité n'est pas une fatalité !

Le 9 avril, à l'[appel de la CGT, FO et Solidaires](#), aura lieu une journée de mobilisation interprofessionnelle contre les politiques d'austérités du gouvernement et les provocations du MEDEF.

Puisque personne ne travail à notre place, que personne ne décide à notre place : [tous en grève le 9 avril 2015 !](#)

La grève et les manifestations de cette journée sont importantes. Montrons la force que nous représentons ! Dans les entreprises, dans les administrations, dans les villes, organisons-nous pour discuter et établir nos cahiers revendicatifs. La grève nationale du 9 avril doit aussi nous servir à faire pression sur celles et ceux qui prétendent nous diriger chaque jour : [c'est dans le rapport de force que nous imposerons des négociations.](#)

Santé et conditions de travail

• Campagne « Pour ne plus perdre sa vie à la gagner »

Solidaires s'est engagé avec de nombreuses forces associatives et syndicales dans la construction d'un collectif pour la santé des travailleuses et des travailleurs à l'origine d'un [appel pour ne plus perdre sa vie à la gagner](#).

Un meeting unitaire a eu lieu à Paris le mercredi 11 février 2015, départ d'un processus de construction à la fois de luttes pour préserver les outils de défense de la santé des travailleuses et travailleurs et des états généraux de la santé au travail à la fin du premier semestre.

[Signer la pétition.](#)

• « Lean Management » : quelles conséquences pour les salariés ?

Lire le numéro spécial du bulletin « Et Voilà... » n°32 de l'Union Syndicale Solidaires, consacré au « [Lean Management](#) » et à ses effets pervers.

• La santé des salariés en danger !

Les coups de force se succèdent pour s'attaquer, entre autre, aux outils de défense de la santé des travailleuses et des travailleurs : travail dominical et de nuit (afin de le rendre

plus facile et moins couteux), réforme et réorganisation de l'inspection du travail (afin de limiter ses pouvoirs et prérogatives), négociation sur les instances représentatives du personnels (afin de fragiliser les CHSCT), etc...

A lire sur ces sujets :

- La rubrique « actualités » du numéro 33 du [bulletin « Et voilà... »](#) ;
- « [Les cahiers d'alter](#) » n° 77 consacré au négociation sur les IRP

Economie

• « Les capitalistes nous coûtent cher ! »

Lors de la dernière réunion du Réseau européen des syndicats alternatifs et de base, a été adopté le principe d'une campagne internationale unitaire « [les capitalistes nous coûtent cher](#) ».

• Loi Macron – loi fourre-tout

- Après la banque, les assurances et la téléphonie mobile, maintenant la Poste vous fait passer votre [permis de conduire](#) !
- La loi expliquée par Gérard Filoche :
Tout le monde parle de la loi MACRON mais personne n'en parle comme Gérard FILOCHE. Depuis des semaines, il est en guerre contre « cette loi régressiste, la pire loi que la gauche ait proposée ». Selon des sondages, une majorité de Français y serait pourtant favorables. Militant socialiste et ancien inspecteur du travail, [Gérard Filoche était dans L'À-BAS HEBDO le 21 janvier](#). Emmanuel MACRON était dans tous les autres médias...
L'émission intégrale est à écouter sur [la-bas.org](#)
- Loi Macron : une vision fausse du monde.
Plus de cent militant.e.s et responsables d'organisations s'engagent contre ce projet de loi. Lire l'appel unitaire « [Pour nous la loi Macron, c'est non](#) ».

Luttes

• « Tarnac, un magistrat crie au complot »

A lire sur [lundimatin](#)

• Climat

Les dérèglements climatiques font un retour remarqué dans le débat politique et médiatique : près de 400 000 manifestants dans les rues de New York en Septembre dernier ; augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes ; proximité de la Conférence de l'ONU Paris 2015 après celle de Lima en décembre dernier ; conversion affichée de François Hollande sur le sujet ; 2014 année la plus chaude jamais enregistrée, etc... Le tout occasionnant d'assez nombreux articles et reportages dans la presse française et internationale.

Quelques éléments de réflexions et d'analyse :

- Deux billets d'analyse des résultats de la conférence de l'ONU de Lima (déc. 2014), publiés [ici sur Basta](#) et [ici sur Médiapart](#) (en accès libre) ;
- L'analyse d'Attac France et de l'Aitec : "[TAFTA ou climat, il faut choisir](#)" ;
- Le document d'analyses et de propositions : [Que faire d'ici Paris 2015 et la COP21 ? Enjeux et perspectives !](#)

Vous pouvez aussi consulter ce blog, tenu par un altermondialiste très actif, Maxime Combes : "[Paris2015 : Changer le système, pas le climat !](#) (en accès libre)

• **Marche mondiale des femmes 2015**

Tous les 5 ans depuis l'année 2000, les féministes du monde entiers unissent leurs forces pour marcher ensemble avec l'objectif commun de construire un monde basé sur la paix, la justice, l'égalité, la liberté et la solidarité.

[Ce sera de nouveau le cas du 8 mars au 17 octobre 2015.](#)



• **Contre l'austérité imposée solidarité avec le peuple grec**

L'Union syndicale Solidaires agit contre les politiques d'austérité et dans la solidarité avec le peuple grec depuis plusieurs années. La légitimité de ces politiques menées en Europe est remise en cause par le changement politique en Grèce. Le peuple grec est l'acteur de ce changement. [Lire le communiqué](#)

• **Ensemble contre tous les racismes et le fascisme !**

Le 21 mars prochain, tous dans la rue à l'occasion de la journée mondiale contre le racisme.

[Lire l'appel](#)

 <p>Solidaires FONCTION PUBLIQUE</p>	<p>Syndicat National Solidaires-Justice 79, avenue Monclar – 84000 Avignon</p> <p>mail : synd@solidaires-justice.fr tel : 06.52.79.57.94 / 04.32.70.20.37</p> <p>www.solidaires-justice.fr https://www.facebook.com/solidaires.justice</p>	 <p>Solidaires JUSTICE</p>
---	---	--